

CRISE ET FIN DE LA DEMOCRATIE

CHILI 1970-1973



Statue de Salvador Allende
devant le palais de la Moneda,
inaugurée en 2000

I – le gouvernement de Salvador Allende

Le Monde, jeudi 13 septembre 1973

« Une heure sombre pour l'Amérique latine »

Le Chili avait au départ bien des atouts pour réussir un pari qui n'intéressait pas seulement une Amérique latine déchirée en permanence entre le réformisme et la révolution, mais aussi l'ensemble des nations dites en voie de développement...

Il avait une longue et solide tradition démocratique, le sens aigu de la coexistence pacifique entre citoyens de tendances diverses, une opinion publique d'un haut niveau culturel et politique, des cadres nombreux et compétents, le goût du dialogue. (...)

1964 Chilean presidential election



← 1958

September 4, 1964

1970 →



Nominee	Eduardo Frei Montalva	Salvador Allende	Julio Durán
Party	Christian Democratic	Socialist	Radical
Alliance	Liberal United Conservative	Popular Action Front	
Popular vote	1,409,012	977,902	125,233
Percentage	56.1%	38.9%	5.0%

President before election

[Jorge Alessandri](#)
Independent

Elected President

[Eduardo Frei Montalva](#)
Christian Democrat

I – le gouvernement de Salvador Allende

1 – L'Unité Populaire

Programme de l'Unité Populaire (1969)

(...)Le peuple chilien a conquis, à travers un long processus de lutte certaines libertés et garanties démocratiques, dont la continuité exige de rester vigilants et de combattre sans trêve. Mais le pouvoir en lui-même lui est étranger.

Les forces populaires et révolutionnaires se sont unies (...) pour mener à bien les changements profonds que la situation du pays exige, et ce sur la base du transfert du pouvoir des anciens groupes dominants aux travailleurs, à la paysannerie et aux acteurs progressistes des classes moyennes dans les villes et les campagnes. (...)

Pour rendre ces droits et libertés effectifs, les organisations syndicales et sociales des ouvriers, employés, paysans(...) étudiants, cadres, artisans, petits et moyens entrepreneurs et des autres travailleurs seront appelés à intervenir, chacune à leur niveau, dans les décisions des organes du pouvoir. Par exemple dans les institutions de prévention et de Sécurité Sociale...

Quant aux entreprises publiques, leurs conseils de direction (...) devront compter des mandataires directs des ouvriers et employés (...)



4 septembre 1970 : élections présidentielles
Allende 36,6% (UP) / Rodriguez 35,2 (indep) / Tomic 28% (DC)
24 octobre désignation par le Congrès

En l'absence de majorité absolue et faute d'un deuxième tour qui départagerait les deux candidats arrivés en tête, la Constitution confie au Sénat le soin d'arbitrer l'élection. C'est ainsi que les sénateurs démocrates-chrétiens joignent leur voix à la gauche pour valider l'élection de Salvador Allende. Ils espèrent la poursuite des réformes d'Eduardo Frei dans le respect des règles démocratiques.



Pour la première fois, un marxiste accède par les urnes à la tête d'un pays d'Amérique latine. C'est un électrochoc dans l'opinion internationale et en particulier dans la gauche française, où l'on se prend à rêver à l'impensable : l'établissement d'une société communiste par la voie constitutionnelle... Herodote.net

I – le gouvernement de Salvador Allende

2 – les réformes

Doc. 2

Les principales réformes d'Allende

Réformes économiques	Réformes sociales	Réformes culturelles
<ul style="list-style-type: none">– Nationalisation de toutes les entreprises de cuivre– Expropriation et contrôle de 300 entreprises en situation de monopole (sidérurgie, banque...)– Réforme agraire, avec confiscation de terres– Hausse des salaires– Gel des prix	<ul style="list-style-type: none">– Programme de santé publique– Ouverture de dispensaires– Programme de logement en faveur des personnes défavorisées– Droit au divorce– Programme de lait gratuit pour les bébés	<ul style="list-style-type: none">– Programme d'éducation en faveur des classes populaires– Ouverture d'écoles primaires dans les quartiers défavorisés– Distribution de fournitures scolaires

Le socialisme à la chilienne

Pendant la période de transition, les normes juridiques devront répondre aux exigences d'un peuple qui s'efforce d'édifier une société nouvelle. Mais il y aura une légalité [...]

Tandis que nous transformons les structures économiques et sociales, il ne faut pas qu'un bouleversement violent des institutions politiques ouvre la à l'arbitraire et aux excès [...].

L'un de nos grands objectifs est de construire une "Aire de propriété sociale". Nous avons déjà amorcé et nous devons poursuivre l'intégration dans le secteur public de la majeure partie des banques, des mines, des domaines agricoles, des monopoles industriels et commerciaux. »

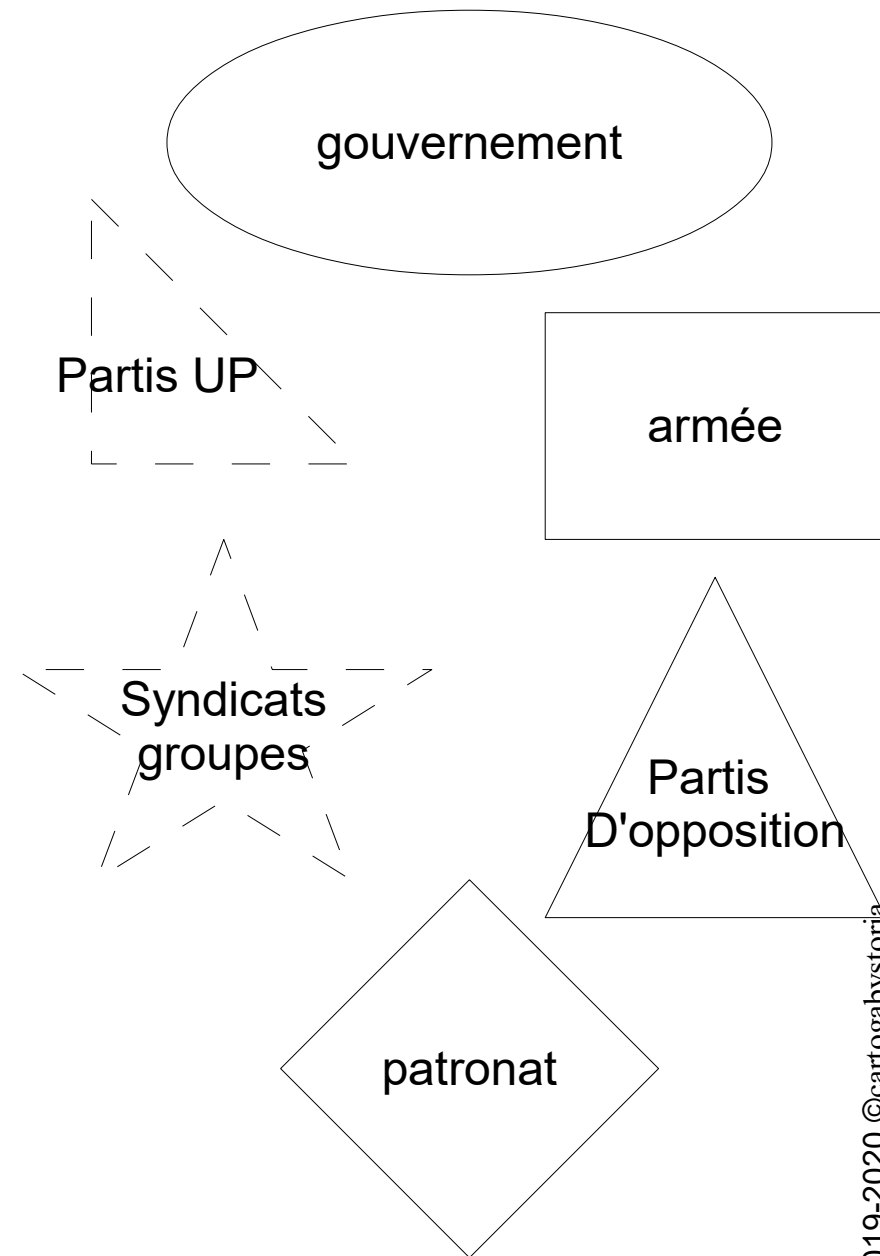
Salvador Allende, *discours du 21 mai 1971 devant le Congrès.*

Décret de nationalisation du cuivre, juillet 1971

C'est de ces ressources que dépend l'issue du combat que livre le Chili pour soustraire la plus grande partie de son peuple à la misère matérielle, à l'exploitation de l'homme par l'homme, à l'intérieur, et à la subordination étrangère, à l'extérieur. Les deux tiers de nos revenus en devises et le financement de près d'un quart du budget de la nation proviennent de l'exploitation du cuivre.



Septembre-novembre 1970	Allende président du Chili. Instauration du gouvernement d'Unité populaire.
11 juillet 1971	La nationalisation des mines de cuivre suscite l'enthousiasme populaire.
13 août 1971	Sanctions financières des États-Unis contre le Chili.
1 ^{er} décembre 1971	« Marche des casseroles vides » organisée par la bourgeoisie contre Allende.
21 mars 1972	Le <i>Washington Post</i> dénonce un projet de coup d'État par la CIA au Chili.
Août 1972	Manifestation contre l'inflation.
10 octobre 1972	Grève patronale des transporteurs routiers contre les nationalisations. Organisation des cordons industriels.
2 novembre 1972	Entrée au gouvernement de trois militaires et deux syndicalistes.
28 juin 1973	Tentative de coup d'État militaire.
9 août 1973	Entrée au gouvernement de haut gradés.
23 août 1973	Les députés du Parti national (droite) et de la Démocratie chrétienne déclarent le gouvernement illégal.
Mars 1973	Victoire relative de l'Unité populaire lors des élections législatives.
17 avril 1973	Grève des mineurs du cuivre.
11 septembre 1973	Coup d'État de Pinochet soutenu par la CIA. Mort d'Allende.



Les cordons industriels

Au cours des affrontements d'octobre 1972 et des grandes mobilisations de 1973, les revendications purement économiques s'articulent avec les demandes politiques de certaines factions ouvrières radicalisées : cette rencontre se traduit par la formation des cordons industriels.(...)

L'un des aspects saillants de cette réponse du mouvement populaire est la création , au niveau des principales zones industrielles et quartiers périphériques du pays, d'organismes unitaires et transversaux, qui fonctionnent sur une base territoriale et permettent la liaison entre les différents syndicats d'un secteur industriel précis ou au sein des organisations de base d'un quartier. Suivant l'ampleur des couches sociales qu'elles parviennent à réunir, leur degré de pouvoir réel et l'orientation que leur donnent les militants présents, ces organisations vont prendre le nom de « Cordons industriels », « Commandos communaux », « Comités coordinateurs ».

Au niveau de l'industrie, ces coordinations ouvrières horizontales répondent massivement aux boycotts et lockout patronaux par une vague d'occupations d'usine, qui entre en adéquation avec la mobilisation au sein des principales entreprises de l'APS. Les salariés de ce secteur parviennent ainsi à maintenir la production (...)

F. Gaudichaud, *¡Venceremos !*, Syllepses, 2013, pp. 26-27

II – de l'opposition à la rébellion

La présidence d'Allende vue depuis la France

Ayant hérité de la présidence de la république et des ministères que la coalition a répartis entre les divers partis, l'Unité populaire (UP) n'est pas pour autant maîtresse de l'appareil étatique formé des bureaucrates et des fonctionnaires ; l'armée, le capital industriel, financier, agricole et les Etats-Unis sont autant d'éléments potentiellement dangereux. Un programme de nationalisations radicales sera-t-il applicable et, s'il l'est, sera-t-il toléré ? L'UP (à supposer qu'elle reste unie, ce qui n'est pas évident) ne s'enlisera-t-elle pas dans le marécage constitutionnel d'une égalité qu'elle a promis de respecter ? Allende a donné des "garanties" à la démocrate-chrétienne et à l'armée.

On ne sait lesquelles mais il reconnaissait ainsi la démocratie-chrétienne comme grande force politique du moment, sinon du pays.[...] Salvador (Sauveur) Allende (Au delà) porte la grande responsabilité de satisfaire les aspirations au changement du peuple chilien, et il doit faire vite. S'il va trop vite, s'il ne va pas assez vite, il ne faut pas écarter la possibilité de la guerre civile, et à partir de là celle d'une réaction qui annulerait 140 ans d'un acquis démocratique au Chili, avant d'aggraver la situation du reste de l'Amérique latine.»

Jean Meyer, «Salvador Allende», Esprit, février 1971.

II – de l'opposition à la rébellion

1 – les forces d'opposition et les Etats-Unis

F. Gaudichaud, *Chili 1970-1973, mille jours qui ébranlèrent le monde*, PUR, 2013, p.79-80

Le Parti National (PN) appelle ouvertement « toutes les forces politiques et les groupes ou corporations professionnelles et de travailleurs pour défendre l'unité nationale contre la lutte des classes fomentées par le marxisme. » (El mercurio, 7 juin 1971) Ce discours est le reflet des sentiments d'un patronat qui organise la riposte face au gouvernement et surtout contre l'agitation ouvrière dans les entreprises. Les grands capitalistes du pays (...) ont montré la voie en quittant le pays et en transférant leurs capitaux vers l'étranger. La SOFOFA, syndicat patronal de la bourgeoisie industrielle se met sur le devant de la scène politique, en organisant une intense campagne de presse contre le gouvernement, sur le thème du chaos économique qui menacerait le pays. Une autre ligne d'action est l'organisation de la petite et moyenne bourgeoisie, qui voit avec terreur le développement des réquisitions de commerces et occupations d'usines...

II – de l'opposition à la rébellion

1 – les forces d'opposition et les Etats-Unis

Le gouvernement d'Unité Populaire de Salvador Allende a certes commis depuis novembre 1970 un nombre appréciable d'erreurs et de bévues...

Après une première année faste grâce à une relance du pouvoir d'achat des secteurs les plus défavorisés, l'inflation a commencé à échapper à tout contrôle, la monnaie s'est effondrée, la pénurie s'est installée avec un marché noir florissant. La faillite économique a été accélérée par des mesures, visibles ou invisibles, adoptées par les groupes étrangers directement lésés par les réformes de l'UP. La coupure des lignes de crédit accordées jusqu'alors par des organismes internationaux de financement du développement, la mauvaise grâce de Washington à faciliter la négociation d'un [arrangement], la déjà très lourde dette extérieure, ont encore réduit la marge de manœuvre du gouvernement.(...)

Le Monde, 13 septembre 1973

UNCLASSIFIED

9 September 1970

MEMORANDUM FOR THE RECORD

SUBJECT: Minutes of the Meeting of the 40 Committee, 8 September 1970

PRESENT: Mr. Kissinger, Mr. Mitchell, Mr. Packard, Mr. Johnson,
Admiral Moorer, and Mr. Helms

Mr. Charles A. Meyer, Mr. Viron P. Vaky, Mr. William McAfee,
Mr. Thomas Karamessines, and Mr. William Broe were also
present.

Chile

a. The Chairman opened the meeting with a reference to Ambassador Korry's excellent cable of 7 September 1970 and asked for an analysis of where prospects now stand for taking any kind of action which might successfully preclude Allende assuming the presidency of Chile following his garnering of a plurality of the popular vote in the elections on 4 September.

Lorsque le président Allende parla du blocus invisible que subissait le Chili du fait de l'impérialisme, et lorsqu'il cita dans son discours au Nations Unies de 1972 la phrase de Pablo Neruda « le Chili est un Vietnam silencieux », il ne faisait allusion qu'aux mesures économiques (...) Dans ce même discours il dénonça les menées clandestines de l'ITT et des sociétés multinationales sans accuser directement le gouvernement des Etats-Unis d'être à la tête de cette politique d'intervention. Ce n'est que le 10 avril 1973, dans son discours à Santiago devant l'Assemblée syndicale mondiale, qu'il révéla publiquement l'existence d'un lien immédiat entre les actes de subversion de l'ITT et le gouvernement nord-américain (...)

Il est maintenant possible de juger dans toute son ampleur cette action systématique du gouvernement nord-américain, au service d'une politique délibérée tendant à détruire, sur tous les plans, depuis le plan économique jusqu'à la subversion militaire, le gouvernement Allende, l'Unité populaire, l'Etat et le mouvement populaire chiliens. Cette politique des Etats-Unis fut appelée au Chili la politique de la « poire blette ». Les Etats-Unis guettaient sur l'arbre le mûrissement de l'expérience chilienne, en contribuant, par leurs actes d'agression, à son mûrissement forcé, afin qu'elle pourrisse et que le régime d'Allende tombe de lui-même. Leur intention était évidente, et les actes d'agression, publics ou privés, cherchaient, selon l'expression espagnole, à « *harcelo madurar a palos* » (le faire mûrir à coups de bâton).

A. URIBE, *Le livre noir de l'intervention américaine au Chili*, Seuil, 1974, p 135

Subversion : bouleversement, renversement de l'ordre établi, des idées et des valeurs reçues, surtout dans le domaine politique

II – de l'opposition à la rébellion

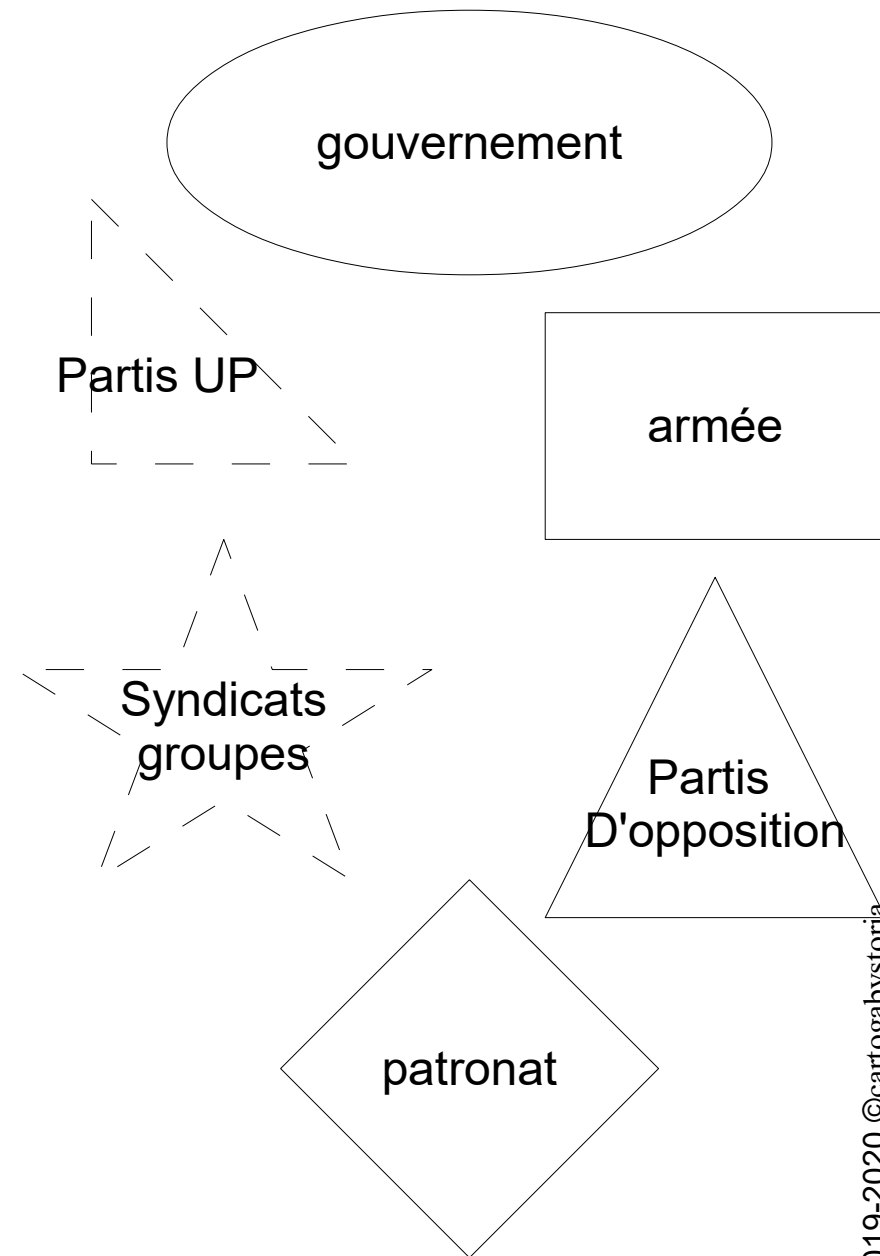
2 – la détérioration du climat politique

C. Chaliand, *Mythes révolutionnaires du Tiers Monde*, Seuil, 1979, p 211 et 214

Le Chili est un cas exceptionnel qui se situe, sous divers aspects, entre les révolutions nationales qu'elle dépasse par son radicalisme social, sa mobilisation populaire, et les révolutions nationales et sociales, qui se distinguent d'abord du cas chilien par le fait que le pouvoir d'État y est entre les mains des éléments révolutionnaires. L'expérience d'Allende, sans évoquer les interventions américaines, directes ou indirectes, a échoué parce qu'elle a été victime d'une dynamique qu'elle ne contrôlait pas, (ni à droite, ni à gauche) et qu'elle était soit timorée, soit trop extrême...

En fait, Allende était paralysé par son légalisme et la dynamique d'une situation qu'il avait contribué à créer, sans en mesurer sans doute toutes les implications. Les seules transformations radicales au cours de la dernière année furent entreprises par les travailleurs sans le gouvernement, ou malgré les directives explicites de celui-ci. Ne pouvant résoudre la crise économique, politiquement débordé à droite et ne parvenant pas à freiner à gauche, le cul-de-sac chilien ne pouvait se terminer autrement que par un putsch...

Septembre-novembre 1970	Allende président du Chili. Instauration du gouvernement d'Unité populaire.
11 juillet 1971	La nationalisation des mines de cuivre suscite l'enthousiasme populaire.
13 août 1971	Sanctions financières des États-Unis contre le Chili.
1 ^{er} décembre 1971	« Marche des casseroles vides » organisée par la bourgeoisie contre Allende.
21 mars 1972	Le <i>Washington Post</i> dénonce un projet de coup d'État par la CIA au Chili.
Août 1972	Manifestation contre l'inflation.
10 octobre 1972	Grève patronale des transporteurs routiers contre les nationalisations. Organisation des cordons industriels.
2 novembre 1972	Entrée au gouvernement de trois militaires et deux syndicalistes.
28 juin 1973	Tentative de coup d'État militaire.
9 août 1973	Entrée au gouvernement de haut gradés.
23 août 1973	Les députés du Parti national (droite) et de la Démocratie chrétienne déclarent le gouvernement illégal.
Mars 1973	Victoire relative de l'Unité populaire lors des élections législatives.
17 avril 1973	Grève des mineurs du cuivre.
11 septembre 1973	Coup d'État de Pinochet soutenu par la CIA. Mort d'Allende.



II – de l'opposition à la rébellion

2 – la détérioration du climat politique

A. TOURAINE, *Vie et mort du chili populaire Juillet/Septembre 1973*, Seuil, 1973, p 22-23

Des militants d'usines, généralement passées au secteur social ou sous intervention, se groupent sur une base territoriale : quelques dizaines d'entreprises en général forment le point de départ d'un cordon (...) Tous les militants des cordons ont une appartenance politique précise ; ils n'en sont pas pour autant les délégués de leurs partis. C'est un mouvement de classe.(...)

Que sont les cordons ? Avant tout des organisations de classe. Le thème de leur action est l'expropriation des patrons, le maintien et l'extension des occupations. Même les ouvriers de très petites entreprises occupent les lieux, chassent le patron, veulent passer à l'APS. Les cordons ne sont pas des associations de mal logés ; pas davantage des groupements directement politiques. ils se constituent sur la base du lieu de travail. C'est un mouvement de classe ouvrier, même si d'autres catégories, en particulier étudiants et enseignants y participent.

Mais ce mouvement de classe qui mobilise ouvriers et syndicats, vise à créer une organisation territoriale, communale, par méfiance contre le gouvernement, par hostilité à l'égard d'autres éléments de l'Etat, par antagonisme à l'égard des forces armées qui de leur côté interviennent, souvent avec une extrême brutalité, dans les usines occupées (...)

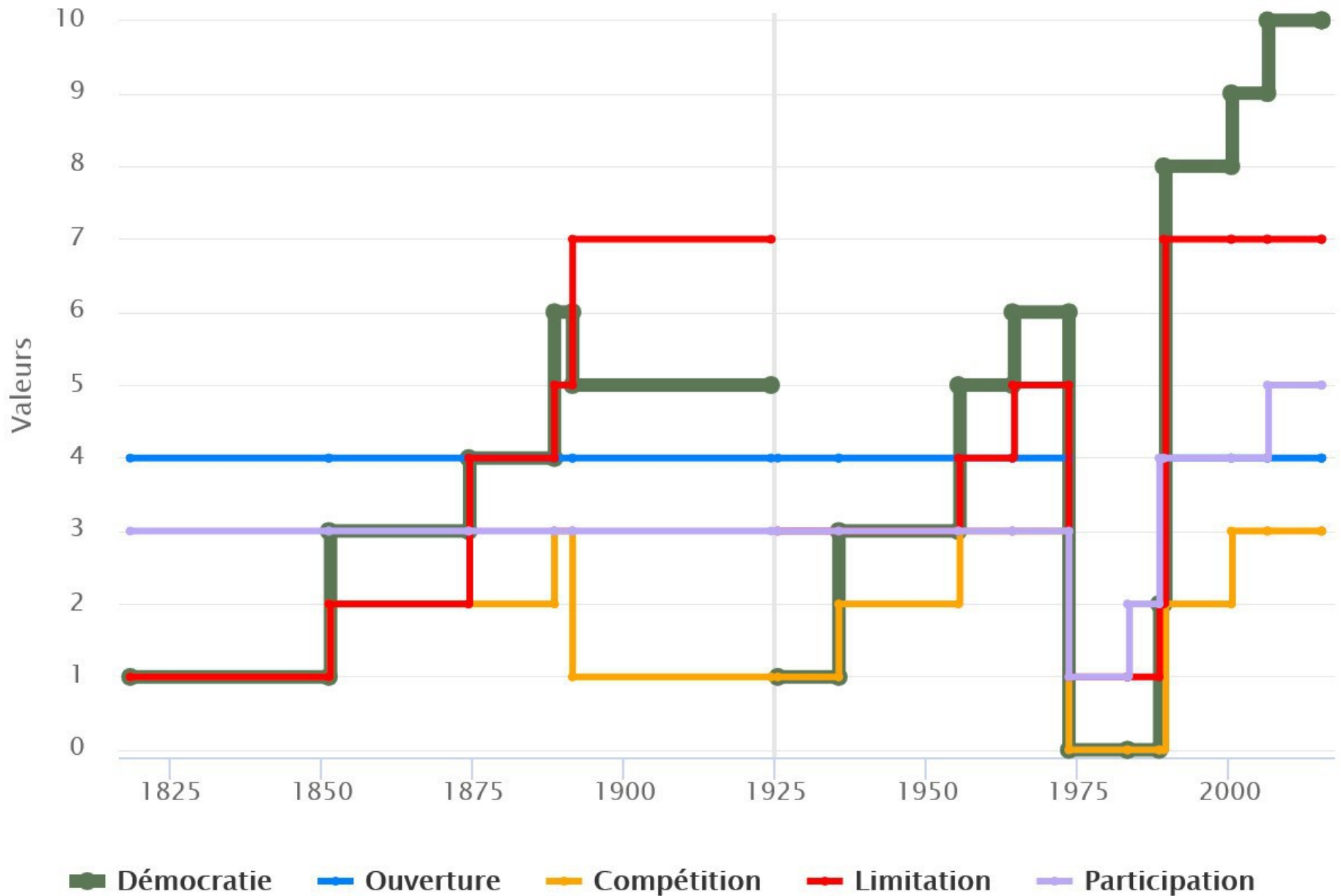


Manifestation de soutien au gouvernement – avril 1972

« Chiliens, alerte. Pour reconquérir leurs privilèges, les réactionnaires piétinent la loi et [nous] menacent d'une guerre civile. Défendons le gouvernement chilien et ses réalisations »

Parti communiste du Chili

Chili - Évolution des composantes de la démocratie

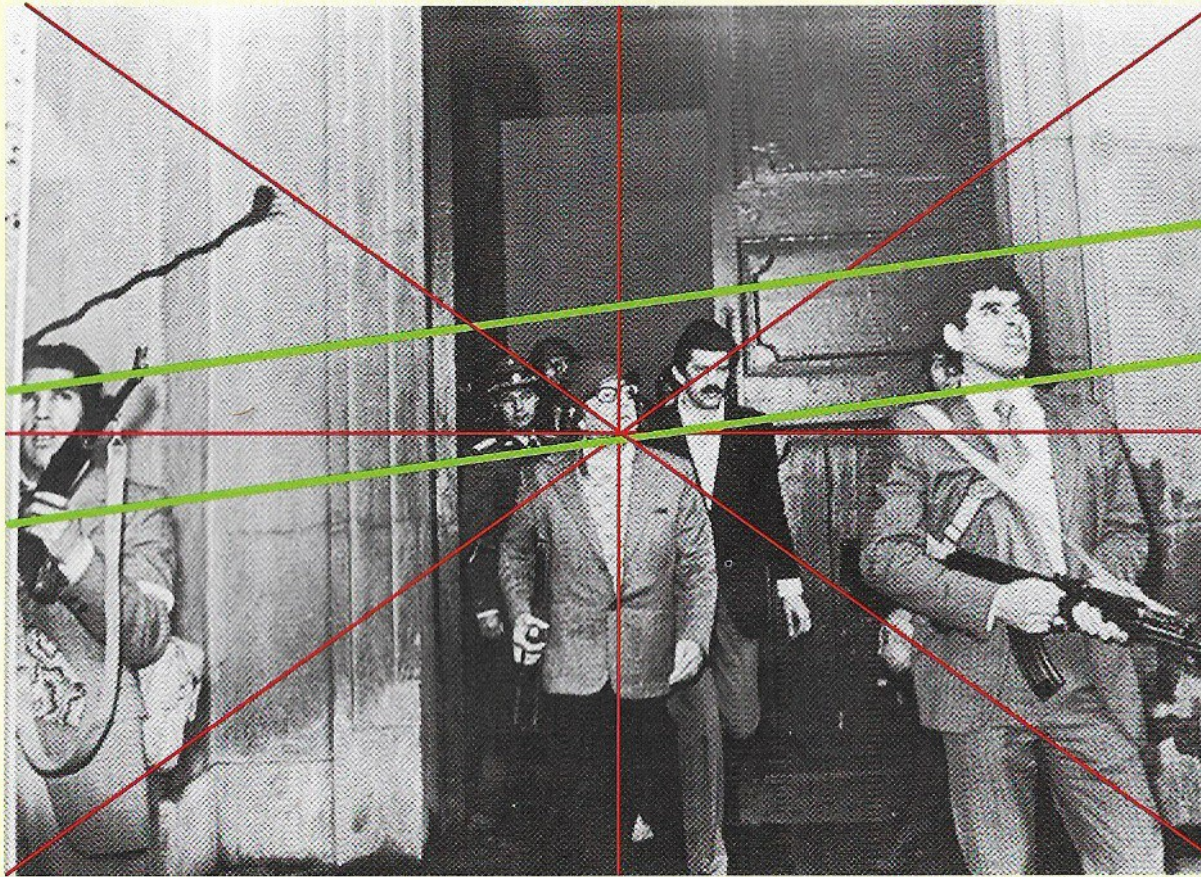


Analyser une photographie

DOCUMENT Dernière photographie de Salvador Allende

CONSIGNE

Comment cette photographie témoigne-t-elle de la fin dramatique de la démocratie chilienne ?



Les regards attirés vers le haut : le hors-champ que les spectateurs ne voient pas.

Allende est au centre de l'image : à la croisée des lignes de composition.

Photographie prise par Orlando Lagos Vasquez montrant Salvador Allende inspectant le palais présidentiel de la Moneda le jour du coup d'État militaire, le 11 septembre 1973, parue anonymement trois semaines plus tard dans le *New York Times*.



11 septembre 1973

Le coup d'État du 11 septembre 1973 a eu pour but la destruction de l'État chilien
Il s'est agi de priver à jamais le pays de son indépendance souveraine

Deux éléments décisifs se sont conjugués pour produire cet effet : le gouvernement des États-Unis d'Amérique et les traîtres des Forces Armées chiliennes. Sans l'action conjointe de ces deux facteurs, le coup d'État ne se serait pas produit et le chef de l'État ne serait pas mort.

Les généraux renégats sont les représentants d'une classe qui, pour survivre en tant que telle, a renoncé à la nation chilienne et est sciemment devenue l'alliée de l'impérialisme nord américain.

Le gouvernement des États-Unis a eu besoin de détruire le Chili en tant que Nation et en tant qu'État parce qu'il constituait un cas d'indiscipline à l'intérieur du système.

La résistance populaire à l'impérialisme et au fascisme exprime désormais la volonté historique que le Chili redevienne une nation souveraine.

Mais ce qui se passe au Chili concerne aussi le reste du monde. Les États-Unis ont voulu démontrer que la tentative d'un État décidé à promouvoir son indépendance vis-à-vis du système impérialiste et cherchant à y parvenir par des voies démocratiques, n'est possible ni au Chili ni ailleurs.

Le cas du Chili s'insère dans la stratégie globale nord-américaine.

A. URIBE, *Le livre noir de l'intervention américaine au Chili*, Seuil, 1974